

*Budget—M. Rae*

**L'Orateur suppléant (M. Scott (Victoria-Haliburton)):** L'honorable député de Longueuil (M. Olivier) invoque le Règlement.

**M. Olivier:** Monsieur le président, à ma connaissance je ne vois qu'un ministre à la Chambre actuellement, et le ministre des Finances (M. Crosbie) semble être absent aussi. Je ne sais pas s'il est en train d'écrire une recommandation au chef créditiste pour que ce dernier l'appuie lors de la présentation de la motion, mais je trouve inacceptable pour la Chambre et pour la population canadienne qu'il n'y ait qu'un ministre présent à la Chambre alors que l'on étudie le budget.

[Traduction]

**L'Orateur suppléant (M. Scott (Victoria-Haliburton)):** Je ne considère pas cela comme un rappel au Règlement et je donne la parole au député de Broadview-Greenwood (M. Rae).

**M. Bob Rae (Broadview-Greenwood):** Monsieur l'Orateur, le champagne coulait à flot dans les appartements terrasses de Broadview et dans les taudis de Circular Road à Saint-Jean-Ouest hier soir, à 8 heures. Après tout, vous pouvez vous imaginer que les Canadiens, en s'installant devant leur appareil de télévision, avaient hâte de voir se concrétiser les promesses faites par le gouvernement conservateur: des réductions d'impôt de l'ordre de 2 milliards et demi de dollars, des stimulants spéciaux et des amortissements d'impôt pour les petites entreprises et des projets capitalistiques pour la région de l'Atlantique. Le premier ministre (M. Clark) avait également promis la fin du gouvernement bureaucratique et des hausses d'impôts. C'est son gouvernement qui allait soulager les gagne-petit.

Mais le champagne n'était plus guère mousseux à 9 h 20, lorsque ce fils de Terre-Neuve, cet économiste du XVII<sup>e</sup> siècle a terminé son discours. Il ne s'agissait alors plus de réductions mais d'augmentations astronomiques d'impôt, atteignant des milliards de dollars. On retire plus de 3 milliards et demi de dollars de l'économie pour les donner aux gouvernements et aux sociétés pétrolières. Aucune mesure concernant les taux d'intérêt. N'est-il pas vrai que «Bouey XVI» vient d'être confirmé pour sept ans encore? On n'offre pas de programme d'investissements. Il n'y a rien pour les pauvres, rien pour les pensionnés. On a pensé aux investisseurs mais pas aux autres.

D'autres ont dit que c'était un budget dur. D'autres un budget courageux. Il est certainement dur pour le Canadien moyen. Pendant que le ministre des Finances (M. Crosbie) se pavane en mukluds dans la grand'rue, il avance sur la pointe des pieds dans Bay Street et dans les officines du pouvoir à Calgary et à Edmonton. D'une certaine manière, Clark Kent ne peut trouver de cabine téléphonique en Alberta. Le budget est courageux tout comme le fut la charge de la brigade légère: les cent trente-cinq chevauchaient dans la vallée de la mort.

Cet après-midi, je voudrais parler du sort des travailleurs, de leurs emplois, de leur niveau de vie. Je voudrais que le ministre des Finances commencent par s'occuper d'abord des travailleurs, de leurs emplois, puis de leur niveau de vie. En somme, que signifie ce budget pour le Canadien moyen? D'abord, des taxes répressives. En second lieu, les prix continuent de monter. L'insécurité d'emploi subsiste, cette insécurité lancinante que ressent tout travailleur industriel, ne sachant trop

[M. Olivier.]

s'il aura encore son emploi dans six mois. Le budget ne prévoit rien non plus pour les régimes de pension qui laissent tant de Canadiens à la merci de la pauvreté dès qu'ils atteignent 65 ans.

Grâce à ses prédictions merveilleuses, le gouvernement conservateur nous avait prévenus qu'il n'y aurait pas de programmes sociaux, car comme on l'a de nouveau confirmé aujourd'hui, la caisse était vide. Enfin, le mot de la fin, monsieur l'Orateur. Les gens d'en face sont fiers de rappeler à nos députés que nous n'avons jamais regardé le réaliste en face. Eh bien, j'aimerais leur parler de la réalité du dernier budget. Pour une famille moyenne de quatre personnes dont un seul conjoint travaille, les hausses de taxes et les majorations de prix coûteront au moins \$370, et on leur offre un crédit d'impôt de \$110. Si les deux conjoints travaillent, ce qui est de plus en plus le cas, parce que dans bien des familles c'est devenu une nécessité pour pouvoir joindre les deux bouts, ces familles n'obtiendront pas un sou du crédit d'impôt que leur offre le gouvernement conservateur, pas un seul. Les familles monoparentales paieront autant et recevront encore moins.

Une hausse d'impôt de cette importance serait inacceptable en période de ralentissement économique comme c'est le cas actuellement, mais ce n'est pas une simple augmentation d'impôt que le gouvernement a imposée. Elle est cachée, elle est indirecte, ce qui est pire. Je vais essayer d'expliquer avec des mots simples que tout le monde pourra comprendre pourquoi cela est tellement pire. Voyons ce que le gouvernement nous a dit. Il nous a dit que nous devons nous employer à économiser l'énergie. Il ne propose donc pas de hausse de l'impôt sur le revenu. Il propose ce qu'il appelle une taxe énergétique. La hausse de quelque 800 millions de dollars des primes d'assurance-chômage vise à donner au programme l'apparence d'une assurance. Ce n'est pas vraiment un impôt. C'est pour rétablir les principes d'assurance dans la loi sur l'assurance-chômage. On ne nous a pas dit quel était le but de la taxe sur la boisson et les cigarettes. Peut-être est-ce pour racheter nos péchés puisque nous savons qu'il y a péché à avoir un déficit. C'est le président du Conseil du Trésor (M. Stevens) qui nous l'a dit, donc ce doit être vrai.

**Une voix:** C'est une taxe au péché.

**M. Rae:** C'est exact, c'est une taxe au péché. De toutes les taxes qui ont été proposées, je pense que la prétendue taxe énergétique est la plus malhonnête.

Je demande à monsieur l'Orateur de penser à une famille moyenne de ma circonscription. Je veux rappeler à la Chambre que ma circonscription se trouve dans le centre-ville de Toronto. M. Jones travaille dans une usine dans un secteur industriel de la banlieue de Toronto. M. Jones conduit une auto de modèle 1976. Madame Jones travaille dans le centre-ville. Elle se sert des transports en commun pour se rendre à son travail et les enfants vont également à l'école en autobus. Ils vivent dans une maison vieille de trente ans. Ils se chauffent au mazout. Comme l'a souvent dit aujourd'hui le député de Mission-Port Moody (M. Rose), «rien ne bat le mazout». Voilà les gens que le premier ministre et le ministre des Finances tentent de sermonner ou d'intimider parce qu'ils sont les grands gaspilleurs d'énergie. M. et M<sup>me</sup> Jones sont les nouveaux boucs émissaires, les nouveaux pécheurs de notre société.